

Entretien

Panorama de la situation en Corse : « L'affaire Colonna, la goutte qui fait déborder un vase que beaucoup de jeunes corses veulent renverser »

mercredi 23 mars 2022, par [Le Poing](#), [RAMELET-STUART Desideriu](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2022).

Yvan Colonna, prisonnier politique corse condamné à perpétuité, non sans points troubles, pour l'assassinat du préfet Erignac dans le cadre du mouvement nationaliste en 1998, est dans le coma après son agression par un codétenu à la prison d'Arles [il est décédé]. Depuis un mouvement populaire de grande ampleur secoue la Corse. La population dans sa grande majorité tient l'Etat pour responsable. Les annonces du gouvernement sur la levée du statut de Détenu Particulièrement Surveillé (qui empêche le rapatriement des prisonniers en Corse) de l'ensemble du présumé commando qui serait responsable de la mort d'Erignac ont été jugées largement insuffisantes par une jeunesse fer de lance de la lutte. Tous les jours depuis plus d'une semaine s'enchaînent blocages de lycées, d'universités, manifestations, émeutes. L'affaire Colonna est la goutte qui fait déborder un vase que la jeunesse corse veut renverser, alors que les conditions de vie sur l'île sont dures pour beaucoup. L'Etat français promeut un modèle économique qui n'est pas au service du peuple corse, piétine les aspirations démocratiques, néglige la volonté de faire vivre une culture. Le Poing s'est entretenu avec Desideriu, un des porte-parole d'A Manca, « *la gauche* » en français, qui fait vivre en Corse un projet de socialisme autogestionnaire tout en apportant sa pierre au mouvement national.

Le Poing : Présentez-nous un peu le paysage politique du mouvement national.

Desideriu : Il y a deux césures dans le mouvement national actuel. La première sur le degré d'autonomie pour la Corse. Un premier courant, majoritaire aux élections locales corses, est autonomiste. Actuellement nous avons une assemblée parlementaire de Corse, et un pouvoir exécutif, mais avec des compétences limitées, et qui ne sont pas respectées par l'Etat français. Ils demandent une autonomie de pleins droits, avec plus de compétences transférées et un respect des décisions de l'assemblée et de l'exécutif, tout en restant dans la République française. L'autre courant, qui totalise environ 15% des voix, est indépendantiste. On y demande l'autonomie de pleins droits dans un premier temps, pour ensuite sortir peu à peu du giron de la République française.

Ensuite il y a une césure au niveau des projets de société, qui recoupe à peu près la première pour ce qui est des organisations qui se présentent aux élections. La plupart des autonomistes promeuvent quelque chose qui se situe entre le social-libéralisme et la social-démocratie. Les indépendantistes eux sont principalement situés entre la social-démocratie et le populisme. Ceci dit dans le détail toutes les combinaisons sont possibles.

Parmi les indépendantistes on trouve le mouvement politique Corsica Libera, dont vient Jean-Guy

Talamoni, l'ancien président de l'assemblée de Corse. Corsica Libera porte des valeurs humanistes, Talamoni a été une des voix importantes sur l'île en faveur d'un sursaut pendant l'histoire de l'Aquarius en 2018, pour qu'on accueille ces pauvres gens. [NDLR : l'Aquarius est un bateau de l'association SOS Méditerranée qui porte secours à des migrants naufragés. Il sauve 229 naufragés d'un coup en 2018, et embarque plus de 400 autres personnes.] La formation se soucie des inégalités, se positionne contre certains projets de manière intéressante, et dans ce cas ses militants sont sur le terrain pour la lutte. Comme pour le projet de port à Bastia, qui est presque directement commandé par certaines multinationales. Par contre ils sont très interclassistes. Ils ne portent pas vraiment de projet de société, nulle part chez eux on ne trouve de référence au socialisme ou même à la gauche.

Il y a aussi Core in Fronte (« *Le cœur en avant* »). Des deux c'est eux qui ont eu le plus de voix aux dernières élections. Ce mouvement politique peut parfois se positionner à gauche. Paul-Félix Benedetti, le président du groupe à l'assemblée corse, [dont le neveu de 16 ans a eu le crâne ouvert en deux la semaine dernière par un tir de LBD pendant le mouvement lycéen sur Ajaccio](#), s'en revendique très souvent. Sur la question de la spéculation immobilière, des inégalités sociales, de la lutte contre le néo-libéralisme, Core in Fronte a nettement le coffre d'une gauche de combat. Sur les questions sociétales c'est différent. Le mouvement ne parle pas du tout de féminisme par exemple. Ils n'abordent pas les questions sociétales. Quand Core in Fronte va perturber la venue de Zemmour à Ajaccio avec des syndicalistes sur le mot d'ordre « *Fascisti Fora* », on ne sait pas s'ils s'opposent à la tradition jacobine de l'extrême-droite française hostile à l'auto-détermination corse et au projet de société libéral du candidat seulement, ou si ça tient aussi à un rejet de ses thèses réactionnaires sur les questions sociétales. Il y a un flou, chacun fait et pense ce qu'il veut par ailleurs. Le mouvement pousse parfois jusqu'à chercher des alliances avec d'autres mouvements nettement réactionnaires sur ces sujets.

Tout ce qui a été dit sur les résultats des élections est parlant, mais doit aussi être pris avec du recul. Aux dernières territoriales on a eu près de [43% d'abstention](#). Ceux qui votent le moins, comme pour les autres élections, c'est les habitants des quartiers populaires, ou du monde rural pauvre, parce qu'ils se sentent loin de tout pouvoir dans tous les domaines et certains se disent que ça ne sert à rien.

Nous on ne se positionne pas dans le débat entre autonomie de pleins droits et indépendance. Ce qui compte c'est que les gens aient des espaces adaptés pour exercer leurs droits démocratiques, maîtriser leurs conditions de vie. On est une grande île, les choses se passent différemment ici que sur le continent, les problématiques ne sont pas les mêmes, et le corps électoral français noie la voix des corses. Pour le reste c'est au peuple de décider, on ne veut pas en faire un point de clivage. Et par ailleurs on défend un projet anticapitaliste de socialisme autogestionnaire, par la lutte des classes et l'affirmation des droits de tout le monde.

L'extrême-droite est très minoritaire dans le mouvement national, comme dans le reste des forces politiques, en terme de force militante organisée. Elle a un discours fluctuant, se rattache parfois au mouvement national, puis en sort pour soutenir des candidats comme Zemmour, ou les listes du RN aux territoriales. Parce qu'en Corse une partie du peuple vote pour le mouvement national aux élections locales, puis pour l'extrême-droite française aux autres élections. Elle est très incohérente : elle parle à longueur de journée de sang corse, a une vision très identitaire et fermée de ce que c'est que d'être corse, et à côté elle cultive beaucoup de symboles de l'extrême-droite française, donc de la puissance coloniale.

Là où elle est très dangereuse, c'est qu'elle répand certaines de ses idées via les réseaux sociaux. Et certains politiciens du mouvement national reprennent certains discours par opportunisme électoral. Le cordon sanitaire qui existait dans le mouvement national comme dans la société corse devient de

plus en plus poreux. Sur le continent c'est la même chose. Et ça donne des choses dramatiques. [Comme fin 2015 à Ajaccio](#), quand suite à l'agression de pompiers, une asso pilotée par l'extrême-droite appelle sur les réseaux sociaux à rejoindre le rassemblement de solidarité organisé par des proches et des collègues. Ils emmènent la moitié de la manif dans le quartier des Jardins de l'Empereur où a eu lieu l'agression et dans lequel vivent beaucoup d'immigrés ou de descendants d'immigrés maghrébins. A partir de là ça prend une tournure ouvertement raciste.

La mobilisation de la jeunesse est-elle partie sous l'impulsion de milieux militants ?

Les premiers appels à la mobilisation viennent de syndicats étudiants de l'université de Corte, qui est bloquée depuis une dizaine de jours, participant au mouvement national. Mais très vite les autres jeunes ont pris en main le mouvement, avec beaucoup de spontanéité, de rapidité, de détermination et de capacité d'auto-organisation. De nombreux lycées sont bloqués, il y a des manif presque tous les jours et de nombreux affrontements de plus en plus durs. L'implication des jeunes filles et femmes est très importante. Maintenant que la jeunesse a décidé de se battre, les arguments autour de la modération, du débat démocratique par les institutions qui existent, ça ne les touche plus.

Après les succès électoraux, comment est perçue l'assemblée de corse ? La voie du changement par les institutions ?

Aux élections territoriales de 2021 [70% des votants](#) ont choisi des candidats qui à minima défendent l'autonomie de pleins droits. On est très loin des 5% que faisaient les nationalistes au début des années 80. Il y a une distance énorme entre l'adhésion massive à des aspirations démocratiques pour le peuple corse, et le mépris qu'en a l'Etat français. Hollande déjà faisait campagne sur le thème de l'autonomie pour régler la question corse.

On en est où aujourd'hui ? On a transféré les compétences liées à la jeunesse et aux transports à l'assemblée. Après toutes les décisions passent par un cabinet de la préfecture de région, le Secrétariat Général des Affaires Corses (SGAC). C'est là qu'est le réel pouvoir politique. Quand est votée à l'assemblée une motion pour interdire l'implantation de nouvelles grandes surfaces sur l'île, alors qu'il y en a déjà un nombre hallucinant qui font leurs marges avec les nuées de touristes, ça relève du bon sens écologique et social. Pourtant le SGAC passe derrière et bloque la mesure. Et après on nous dit qu'il n'y a pas de pouvoir colonial en Corse ! Il n'y a qu'ici que ça se passe comme ça. Presque toutes les grandes îles en Europe ont un niveau d'autonomie supérieur à la Corse, au nom du fait insulaire et des spécificités qu'il induit. A travers son positionnement hypocrite sur la question corse, l'Etat français montre sa nostalgie de l'empire colonial.

Avec une adhésion massive et démocratique à l'auto-détermination, les gens ont vraiment pensé que les choses allaient bouger. Les espoirs sont déçus. Macron a joué le pourrissement, il a pensé qu'en faisant traîner les gens allaient se résigner. Un grand symbole ici de ce mépris, ça a été pendant la première visite des élus nationalistes au président. Les représentants du peuple ont été passés au détecteur sous toutes les coutures, comme s'ils allaient se faire exploser ou sortir des armes. Ça a été vu comme une humiliation publique. Il a joué un jeu dangereux. Parce qu'aujourd'hui le peuple prend d'autres voies que les voies légales.

Le *Canard enchaîné* a sorti un papier ces derniers jours, dans lequel est avancé que Simeoni, le président autonomiste de l'exécutif corse, de tendance sociale-libérale, aurait passé un accord avec Macron : des voix pour LREM, et des avancées sur l'autonomie en échange de la mise à l'écart de la

coalition électorale du mouvement national de Corsica Libera. Qu'est-ce que tu en penses ?

C'est possible. Nous on est pas dans le secret des alcôves du pouvoir, on peut pas trop savoir. Il y a toujours eu des négociations. L'Etat français a toujours choisi ses interlocuteurs dans le mouvement national, en essayant de les isoler des autres par la négociation. C'est bien plus intéressant pour le pouvoir que de faire face à un front unique qui se radicalise. Le problème c'est que Simeoni a fait campagne sur la transparence, en promettant au peuple qu'il serait mis au courant de tout. C'est là où il déçoit beaucoup. Mais certaines positions sont insupportables pour Macron. Alors il cherche à diviser. Rien de nouveau : aujourd'hui on sait que l'Etat a eu son rôle à jouer dans la guerre fratricide qui a opposé différentes franges clandestines du mouvement national, avec le concours de la pègre. Il y a toujours eu ce mépris de la démocratie.

D'autres acteurs, encore moins contrôlés par la population française, jouent le rôle des faucons qui apportent la guerre, et influencent la politique gouvernementale. La préfecture de région depuis l'assassinat du préfet Erignac en 1998 a pris le parti de régler la question corse à sa manière, et ça ne bouge pas, ça survit au défilé des préfets : ne concéder aucun droit aux corses, les mettre au pas par une répression brutale...

Le mouvement en cours a-t-il aussi des causes sociales ?

Oui. L'affaire Colonna, c'est la goutte qui fait déborder un vase que beaucoup de jeunes corses veulent renverser. Après les retraités, la jeunesse est la partie de la population la plus exposée à la précarité et à la pauvreté. Après les Antilles, la Nouvelle Calédonie et la Réunion, la Corse est la région de France où le taux de pauvreté est [le plus élevé](#). Pour le revenu médian [NDLR : la moitié en dessous, la moitié au-dessus] on arrivait [avant-derniers](#) avant les Hauts de France en 2018. La situation des moins de 25 ans sur l'île est souvent très dure, encore plus pour les jeunes femmes. Les facteurs d'exclusion se cumulent et se renforcent. L'accès à la culture est compliqué. Et la précarité est encore plus marquée dans les régions les plus touristiques de Corse, exacerbée par la pression insupportable de la spéculation immobilière sur les loyers et la saisonnalité de l'emploi.

Le mouvement des gilet jaunes a-t-il été suivi en Corse ?

Très marginalement. Il y a eu quelques initiatives, mais ça a été sans commune mesure avec les événements sur le continent.

Comment tu l'expliques ?

Les gilets jaunes c'est parti d'une histoire de taxe. Qui prélève les taxes ? L'Etat français. Ici quand les gens veulent contester l'Etat français, il y a le mouvement national, que ce soit ses franges organisées ou ses manifestations plus spontanées. Le mouvement national s'est imposé au fil des décennies dans l'espace politique, social, et culturel corse. Donc maintenant les gens projettent leurs aspirations dessus. Le Syndicat des Travailleurs Corses (STC) qui prend part au mouvement national est devenu majoritaire. Les gens ont peut-être moins besoin d'autres mouvements pour se retrouver et revendiquer, il ne laisse que peu de place. Il peut y avoir des mouvements importants non liés à la question nationale, mais c'est rare.

Comment tu penses que ça va se passer dans les jours et semaines à venir ?

Ca va dépendre de la réaction du gouvernement. Darmanin a annoncé qu'il allait venir en Corse ce mercredi 17 mars, pour ouvrir des discussions avec les élus. Le gouvernement prétend que des annonces importantes vont être faites. Il y a deux options. Soit ils veulent vraiment rectifier le tir. Soit c'est de l'esbroufe, de l'enfumage, encore une fois. Macron en serait mal inspiré. Il faut d'urgence une solution politique à la question corse. Dimanche 13 mars on était à la grande manifestation à Bastia, avec tous les mouvements nationalistes. Il y avait 10 000 personnes au plus fort. Il y a 340 000 habitants en Corse. Si on fait la proportion, ce serait l'équivalent d'une manif de 2 millions de personnes sur le continent, en un seul cortège. C'est un grand succès. Certains se disent qu'en une semaine de violences, les choses ont plus bougé qu'en plusieurs années de travail dans les institutions. Déjà sur la problématique des prisonniers politiques les gens veulent plus maintenant, avec leur libération. Quand des jeunes sont arrivés encagoulés à la manif avec de grands sacs remplis de cocktails Molotov, il y a eu des centaines de personnes autour pour les applaudir. Plusieurs bâtiments ont été incendiés, [les autorités parlent](#) de 650 cocktails lancés, 90 blessés dont 70 parmi les policiers. Certains par des bombes artisanales, d'après la préfecture et la presse... Tout le monde le dit ici : c'est un miracle qu'il n'y ai pas encore eu des morts. Si mercredi on a pas des annonces concrètes, importantes, avec des dates, ça va certainement très mal tourner. Pour l'Etat peut-être, pour cette génération à coup sûr, malheureusement...

Déjà il y a quelques mois certaines branches du Front de Libération Nationale Corse (FLNC) communiquaient sur une possible reprise de la lutte clandestine face à l'enlisement de la situation. Est-on sur le point de voir la clandestinité revenir en force ?

Selon l'attitude de l'Etat, c'est plausible oui. Après il faut dire que ce n'est pas vraiment la dynamique de la nouvelle génération. Ils sont plus dans l'action directe de masse. Et tant mieux. L'Etat français avec son passé colonial a de l'expérience, ils savent comment faire face à des mouvements minoritaires et clandestins. Ils savent les réprimer, les contrôler, les isoler, les étouffer, les morceler, les infiltrer, les intoxiquer. Avec la violence populaire de masse, c'est différent, c'est beaucoup plus compliqué.

Quelles sont les perspectives de mobilisation qui vous paraissent intéressantes à partir du contexte actuel ?

Aujourd'hui avec les camarades d'A Manca on propose que tous les élus du scrutin territorial démissionnent. Et certains pans de la jeunesse mobilisée portent la même proposition. Ca montrerait un refus de composer plus longtemps avec le jeu hypocrite de l'Etat français, à nous faire miroiter une vraie autonomie tout en privant de tout pouvoir les quelques outils qu'on a maintenant. On pourrait ensuite organiser de nouvelles élections, qui seraient un reflet plus fidèles de l'évolution éclair que connaissent les choix tactiques du peuple corse ces derniers temps. Puis essayer de construire avec ce qu'on a notre pouvoir populaire, entre les élus et l'auto-organisation dont les jeunes font preuve et qu'on pourrait tenter d'étendre le plus possible. Avec l'action directe des masses, qu'il faudrait aussi faire grandir, pour protéger nos espaces de démocratie et nos conquêtes. Si on mise sur un succès ça pourrait ressembler au confédéralisme démocratique des kurdes. C'est un projet de société qui parle à notre organisation, et qui correspond à beaucoup d'aspirations que la jeunesse exprime ces derniers jours.

Comment se vit la répression au quotidien ?

La répression existe depuis longtemps. Les prisonniers politiques se retrouvent fichés au Fichiers des auteurs d'infractions terroristes (Fijait), à côté des islamistes radicaux, ce qui met très en colère : même les franges clandestines du mouvement nationaliste corse n'ont jamais donné dans les tueries de masse de civils, la démarche était celle d'une propagande armée de basse intensité contre des objectifs symboliques représentant l'Etat français, ou alors des plasticages sans victimes pour dissuader certaines activités, certaines installations.

Il y a une répression financière importante aussi, qui agit comme une deuxième peine après la sortie de prison. Sous la forme de dommages et intérêts absolument colossaux, qui empêchent parfois les militants de bâtir quoi que soit dans leur vie personnelle pour des décennies.

Et ces derniers jours la répression policière contre les lycéens est d'une violence extrême, avec de très nombreux blessés, des gosses qui finissent complètement fracassés. Le collectif d'avocats qui s'est monté pour les défendre a recensé un très grand nombre de tirs de LBD ou de grenade de désencerclement non-réglementaires, donc encore plus dangereux.

Quels sont les problèmes liés à la promotion immobilière en Corse ?

Ça s'est un vrai problème de fond. C'est un cap qui a été décidé par les gouvernements successifs, et Macron est dans la continuité, pleinement : faire de la Corse une zone touristique et de résidences secondaires. Il y a toute une propagande financée par l'Etat français pour vanter les bienfaits du tourisme pour les corses. Alors que son développement ne correspond pas aux intérêts populaires. A vue de nez je pense que le tourisme profite réellement à moins de 10% des corses. Il y a des gens des bourgeoisies de toute l'Europe, parfois même de Chine, qui veulent acheter des habitations par grappes pour les louer à la semaine aux touristes et engranger beaucoup de profits. Il y a les villas de la jet set dans le sud. Dans certains villages du sud maintenant tu as 75% de résidences secondaires. Heureusement que la lutte dans le passé a beaucoup freiné ce mouvement, en dissuadant les acquisitions de résidences secondaires, les rachats de terres et de biens immobiliers, je ne sais pas dans quelles conditions vivraient les corses sinon.

En lien avec la promotion immobilière, le BTP permet de blanchir beaucoup d'argent pour la pègre.

Le secteur agricole français est en crise depuis longtemps. Et en Corse ?

Les exploitations agricoles, qui sont encore à une échelle raisonnable puisqu'on va de la petite paysannerie à des exploitations de taille moyenne dans la plaine orientale, sont sinistrées. Beaucoup de terres nourricières ont été détruites par la bétonnisation. Aujourd'hui les exploitants sont beaucoup victimes d'attentats contre leurs biens, pour des motifs frauduleux, pour les faire couler et racheter les terres. On y perd notre souveraineté alimentaire. Si on compare à la situation au début du vingtième siècle, rien à voir. En 1911 la Corse exportait les excédents de sa production alimentaire. Aujourd'hui elle est dépendante à 93% des importations pour la bouffe. Résultat : les prix de l'alimentation sont [presque 10% plus élevés](#) que sur le continent. L'Etat français compense un peu en baissant les taxes sur le tabac et l'essence, mais [comme l'Insee l'établit](#) ici il faut rouler plus, et au final c'est un poste de dépense plus important. Déjà qu'on est une des régions aux plus faibles revenus.

Avec en plus le changement climatique, c'est très dur pour nos agriculteurs. Donc le mouvement national se bat pour la réappropriation et la préservation des terres nourricières.

Quel est le rôle et les effets du tourisme en corse ? Quelle position du mouvement national ?

Le tourisme joue un rôle de plus en plus important dans l'économie insulaire, même si la propagande française surévalue le phénomène. Il n'empêche que son pouvoir d'exclusion sociale est bien plus intense que n'importe où sur le continent. Ici on parle de totalitourisme. Certains militants et cadres du mouvement national ont des intérêts personnels dans le tourisme, quitte parfois à aller taper dans le tourisme de luxe à forte valeur ajoutée, que le peuple ne peut même pas s'offrir en plus. C'est transversal à tous les courants. Du coup ils arrêtent d'en dénoncer les méfaits. D'autres continuent heureusement la lutte contre ses effets néfastes, et les efforts de constructions d'une économie productive et respectueuse de l'environnement.

Quelle place occupe l'écologie dans le mouvement national ?

Dans le passé l'écologie était extrêmement importante dans tous les courants du mouvement national, même si elle peut se verbaliser, s'exprimer un peu différemment par rapport au continent. Elle continue à être importante pour certains. Le clivage est celui dont je viens de parler, très nettement : les gens qui ont des intérêts personnels dans le tourisme abandonnent la protection de l'environnement. Avant la lutte pour une loi de protection du littoral faisait l'unanimité, et les clandestins se sont en quelque sorte chargés de la faire appliquer par les plasticages avant qu'elle ne soit couchée sur le papier. Une loi littoral est votée en 1986, mais maintenant elle est aussi contestée par certains nationalistes qui ont leurs affaires dans le tourisme.

Quel rôle joue le crime organisé dans la société corse ? A-t-il des liens avec les politiciens élus ?

La pègre a un rôle prépondérant, elle quadrille l'économie corse de bout en bout. Elle ne caporalise pas toute l'activité, mais dès qu'on brasse un peu de flux financier, on est sûr d'y avoir à faire à un moment ou à un autre. Il y a des pressions importantes exercées pour l'obtention des marchés publics, ou pour l'installation de certaines franchises. Par exemple ça peut prendre la forme d'incendies sur les biens de certaines collectivités pour l'obtention des marchés publics. Elle n'a pas forcément de liens très poussés avec les élus, même si ça existe un peu. C'est ce qui fait qu'on hésite souvent à la définir comme une mafia au sens classique du terme. Quel que soit le nom qu'on lui donne, le Milieu est puissant ici. Certains élus doivent prendre une protection policière. Et le crime organisé prospère sur le terreau de misère sans perspectives que lui offre la société corse.

La lutte contre la pègre est une des bases historiques de l'engagement du mouvement national. Certaines périodes ont vu se développer des collusions entre les deux milieux, avec des retours aux fondamentaux de la lutte contre le crime organisé. On en est où aujourd'hui ?

Les liens entre certains acteurs du mouvement national et la pègre sont possibles actuellement mais c'est marginal. Par contre la dénonciation énergique du Milieu n'est plus aussi présente qu'à certaines époques. Mais ce recul fonctionne plutôt à l'intimidation. Encore il y a quelques mois le militant nationaliste [Stéphane Lecca](#), membre du collectif d'anciens détenus « *Patriotti* » et engagé

dans le combat contre la spéculation immobilière et pour la protection du littoral a été tué par balles, comme cinq autres personnes en quelques mois. La jeunesse reprend le thème de la lutte contre le crime organisé à son compte, d'une manière très forte.

La pègre est pour l'Etat français la meilleure garantie de stabilité économique et sociale. C'est un interlocuteur pour l'Etat, ici personne n'est dupe, et ce n'est pas nouveau. Elle exerce une coercition que l'Etat ne peut pas se permettre, dans le secret, sans comptes à rendre.

On parle beaucoup de peuple corse. Comment A Manca concilie la défense des droits du peuple, et aussi des patrons corses donc, et la lutte des classes ?

Le peuple corse correspond à une réalité conforme aux définitions de l'O.N.U et son administration par la France relève d'une situation de fait et non d'une situation conforme au droit international. C'est la révolution française qui est revenu sur les dispositions du traité de Versailles de 1768 et qui a décrété de façon unilatérale l'inclusion de la Corse à l'Empire Français. Pour A Manca il ne peut y avoir de libération nationale sans libération sociale, et inversement. La liberté n'est pas un ennemi de classe et dès lors il est totalement contre-productif d'opposer la question démocratique à la question sociale. Ce n'est pas parce qu'une partie de la bourgeoisie corse est favorable à une autonomie interne avec son propre projet de société que le monde du travail ne doit pas s'emparer de cette question démocratique. A titre de comparaison c'est comme si on reprochait aux forces de gauche française de s'opposer à une Europe libérale au motif que les souverainistes d'extrême droite s'y opposent également.

Comment portez-vous une voix de rupture sociale dans le mouvement national ?

A Manca est issue, entre autre, d'un vieux courant du mouvement national favorable à une voie corse au socialisme. Nous avons toujours défendu avec constance l'idée que toutes les organisations du mouvement national devaient clarifier leur projets de société, sur les questions économiques, sociales, civiques et sociétales. Pour notre part nous prônons un modèle de société fondée sur un socialisme autogestionnaire et une citoyenneté proche de celle du confédéralisme démocratique expérimenté par nos camarades kurdes au Rojava.

Avez-vous des liens avec les organisations de gauche radicale françaises ?

Oui. Le lien plus spécifique avec le NPA s'explique par la constance de la LCR et du NPA par rapport à leur position de principe reconnaissant le droit à l'autodétermination du peuple corse.

Le mouvement national a-t-il des liens avec certaines forces politiques françaises ?

Les organisations du mouvement national ont toujours eu des contact officiels avec des organisations de la gauche française. Aujourd'hui on voit plutôt un travail de lobbying auprès de tous les groupes parlementaires, à l'exclusion du RN, pour obtenir des avancées institutionnelles.

Qu'est-ce qu'un travail antifasciste en corse ? Comment composer avec des tendances réactionnaires du mouvement national ?

A Manca est historiquement l'organisation à la pointe du combat antifasciste en Corse. Ce travail passe par la bataille des idées sur les réseaux sociaux, par des prises de positions publiques et par l'interpellation systématique des organisations nationalistes concernant leurs franges les plus poreuses aux discours d'extrême droite. Depuis un certain temps nous avons choisi de nous exprimer et de participer aux mobilisations de façon indépendante pour éviter toute compromission ou affichage avec des forces ouvertement réactionnaires. Ces contradictions ne sont pas les nôtres, mais celles d'une majorité de cadres plutôt de centre-gauche ou de centre-droit, acquis au libéralisme, souvent progressistes sur les questions sociétales, par exemple sur l'accueil des réfugiés syriens en Corse, mais frieux sur ses clarifications vis-à-vis de l'extrême droite pour ménager une partie de leur base électorale.

Quel est l'état du syndicalisme en corse ?

Le syndicalisme en Corse est affaibli comme en France par l'accumulation de défaites depuis 2003. La dernier acquis social significatif obtenu en Corse date de la grande mobilisation de 1989 qui a vu octroyer à la fonction publique une prime de transport pour compenser la cherté de la vie. Toutes les grandes centrales syndicales en Corse (STC, CGT, CFDT, FO) sont traversées par des phénomènes clientélistes qui amplifient les dérives cogestionnaires avec le patronat local. Il y a encore malgré tout de nombreuses sections qui conservent leur combativité et leur éthique sur la défense des droits sociaux et/ou démocratiques. Le taux de pauvreté en Corse et la précarisation massive des jeunes impliqueraient en toute logique l'émergence d'un mouvement social fort comme ce fut le cas dans les Antilles. Ce n'est pas le cas. Ici c'est plutôt le mouvement associatif et caritatif qui s'empare de cette question au niveau du débat public.

Concernant les mobilisations en cours, à part le STC et la CGT de Corse du Sud on ne voit pas actuellement le mouvement social rejoindre massivement le mouvement populaire en cours, ce qui est assez symptomatique.

P.-S.

- Le Poing. 15 mars 2022 : <https://lepoing.net/laffaire-colonna-la-goutte-qui-fait-deborder-un-vase-que-beaucoup-de-jeunes-corse-s-veulent-renverser-entretien/>